MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-368** **08/06/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (FAM; ASP; CL) 10 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chargé.e d'études économiques
Date limite de candidature : 30/06/2023

- 1 poste de chargé.e d'études
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de superviseur liquidateur instructeur
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de responsable de pôle
Date limite de candidature : 29/06/2023

- 1 poste de responsable de pôle de promotion
Date limite de candidature : 15/06/2023

- 1 poste de chargé.e de mission
Date limite de candidature : 22/06/2023

Agence de Services et de Paiement:

- 1 poste de che.fe de poste DATA
Date limite de candidature : 06/07/2023

- 1 poste de chargé.e de mission auprès de la directrice
Date limite de candidature : 06/07/2023

- 1 poste de chef.fe du service intervention recouvrement
Date limite de candidature : 06/07/2023

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de adjoint.e au secrétaire général
Date limite de candidature : 20/06/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES SUR LES MARCHÉS DES PLANTES À PARFUM, AROMATIQUES ET MÉDICINALES

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF /Délégation Nationale de Volx

N° appel à candidature : 23604	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration** **4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Poste vacant – Prise de fonction dès que possible	**Localisation : VOLX** (04)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.
Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, la délégation nationale de Volx, qui comprend 12 agents, assure les missions de l'Établissement couvrant les secteurs de l'oléiculture, de la riziculture ainsi que des plantes à parfum, aromatiques et médicinales. Ces missions concernent, pour ces filières, à la fois le suivi de la conjoncture et l'analyse les marchés et de la concurrence ou toute autre problématique économique spécifique, la gestion des interventions, et l'animation en liaison avec le délégué filières. Elles impliquent également le pilotage et la gestion et la valorisation des dispositifs de collecte de données.

Objectifs du poste

- Suivre les marchés et la conjoncture de la filière PPAM ;
- Réaliser et valoriser des publications liées à la filière PPAM, soit en conduisant des études en interne, soit par la maitrise d'ouvrage d'études confiées à des prestataires ;
- Connaitre les dispositifs d'intervention gérés par la délégation pour la filière PPAM.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Missions et activités principales :

- Collecte de données de productions et de marché auprès d'opérateurs et de structures, y compris à l'international ;
- Actualisation et maintien des bases d'indicateurs économiques ;
- Exploitation de données (traitement, analyse,…) ;
- Réalisations et/ou suivi d'études et de publications FranceAgriMer, incluant la maitrise d'ouvrage d'études dans le cadre de marchés publics ;
- Réalisation de présentations au sein d'instances professionnelles ou interprofessionnelles, de comités de suivi d'études, de colloques, dans le cadre de formations, y compris à l'international ;
- Réponses aux demandes d'information de professionnels, de pouvoirs publics, du grand public… ;
- Apporter un appui dans le cadre des interventions au bénéfice des opérateurs de la filière PPAM gérées par la délégation, notamment pour l'exploitation des données disponibles.

Relations fonctionnelles du poste

Internes : Agents de la délégation et du siège
Externes : Acteurs économiques, organisations professionnelles et interprofessionnelles, partenaires publics de la filière PPAM

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance en économie des filières agricoles et en agronomie
- Filière PPAM
- Traitement de bases de données
- Procédure des marchés publics
- Pratique de l'anglais

Savoir-faire / Maîtrise

- Outils bureautiques classiques (Excel, Word, Ppt)
- Collecte et traitement des données
- Qualités d'analyse (données, documentation, réglementation,…) et de synthèse
- Qualités rédactionnelles
- Bonne expression orale, notamment pour des présentations en public
- Qualités relationnelles

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Gisèle GUICHETEAU, responsable de la DN de Volx, AEF – gisele.guicheteau@franceagrimer.fr – Tél. : 04 92 79 34 31
Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF – cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/06/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation, et un CV. Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer

Chargé(e) d'étude appui et qualité aux contrôles sur place

Direction des Interventions / Service contrôles et normalisation / Unité Normalisation

N° appel à candidature : 23602	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Au sein du Service Contrôles et Normalisation de la Direction des Interventions, l'Unité Contrôles pilote de nombreux dispositifs de contrôles sur place prévus par des réglementations communautaire ou nationale. Ces interventions concernent tous les secteurs agricoles (vin, fruits et légumes, lait, viande, céréales, pêche….) pour lesquels des contrôles sont à réaliser selon différentes modalités : contrôles de surface, contrôles de comptabilités matières et financières, contrôles visuels, etc.
L'unité Contrôles réalise l'interface entre les services demandeurs des contrôles et les services territoriaux réalisateurs de ces contrôles. Elle est en charge de l'élaboration des procédures, des méthodologies de contrôle

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

sur place, du pilotage et du suivi de l'avancement des contrôles sur place. Elle représente l'établissement, sur son activité, auprès des corps chargés de contrôler FranceAgriMer.

Objectifs du poste

Rattaché(e) à une équipe de 9 personnes, vous serez chargé(e) de l'appui et de la qualité des travaux menés par les collaborateurs sur le terrain et vous porterez ainsi conseils à l'ensemble de vos collègues afin d'améliorer les outils de contrôle ainsi que les processus internes.

Missions et activités principales

En tant que chargé, vous :

- serez responsable de la qualité des rapports de contrôles réalisés avant leurs exploitations afin de porter support et appui à vos collègues de FranceAgriMer.
- veillerez ainsi à la bonne exécution des programmes de contrôles via la participation aux travaux divers de l'unité via l'expertise de vos activités qualité, la tenue de tableaux de bords et de bilans
- participerez à l'amélioration des outils et des processus internes et favoriserez leur bonne compréhension par des actions de communication adaptées
- suivrez la gestion administrative et budgétaire
- participerez à la préparation des dossiers pour les collaborateurs sur le terrain ou pour les auditeurs.

La prise de poste est accompagnée tout au long du parcours de suivi et accompagnement par les membres de l'équipe.

Relations fonctionnelles du poste

- Au sein de FranceAgriMer : agents de l'unité Contrôles, les services Territoriaux, les contrôleurs sur place, les autres directions et service internes à FranceAgriMer
- Le Ministère de l'Agriculture et la Souveraineté alimentaire,
- Commission de Certification des comptes des Organismes payeurs, Commission européenne ; Cour des Comptes

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances

- Titulaire de niveau bac+ 3
- Souhaits de mettre vos compétences ou connaissances au service d'un opérateur européen d'aides communautaires agricoles
-

Savoir-faire / Maîtrise

- Volonté d'apprendre
- Polyvalence
- Être à l'écoute
- Qualités organisationnelles
- Travailler en équipe et en réseau

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Pascale DEMET – Chef du service « Contrôle et Normalisation »
Tél : 01.73.30.25.12 – pascale.demet@franceagrimer.fr

Emmanuelle MOREAU – Cheffe unité contrôles

Tel : 01.73.30.20.47 – emmanuelle.moreau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29/06/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, le grade et l'échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Superviseur Liquidateur Instructeur Lait et fruits dans les écoles

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Interventions sur les marchés et dans les écoles

N° appel à candidature : 23601	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2** **Groupe 1 si corps des secrétaires administratifs (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction au plus tôt	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et/ou nationaux. Dans ce cadre, le Service Marché, Certificats et Qualité (MCQ) regroupe 2 unités et 1 délégation nationale, dont l'unité Interventions sur les marchés et dans les écoles (IME).

Celle-ci est chargée principalement de la mise en œuvre du programme UE à destination des écoles et des mesures d'intervention publique ou de stockage privé de l'OCM unique.

L'unité IME est composée de 15 agents répartis en 2 pôles :

- Lait et fruits à l'école.
- Interventions sur les marchés et suite de contrôle.

Objectifs du poste

Contribuer, dans le respect des procédures et des délais réglementaires, à la gestion et à la supervision des demandes d'aide de programme de l'Union européenne à destination des écoles et concourir à la mise à jour des procédures afférentes.

Apporter également un soutien en gestion et en supervision sur les autres dispositifs mis en œuvre par l'unité ou le service.

Missions et activités principales :

- Gérer et superviser des dossiers au regard de la règlementation :
  - Vérifier les différentes pièces des dossiers conformément aux procédures et analyser la recevabilité de ces dossiers.
  - Saisir les dossiers dans l'applicatif dédié à la mesure.
  - Réaliser la supervision des dossiers.
  - Préparation des ordonnancements pour la transmission à l'Agence Comptable.
- Prendre en charge d'une petite équipe de liquidateurs pour les accompagner dans l'amélioration de la qualité de l'instruction
- Suivre l'activité de l'équipe pour s'assurer du respect des délais de paiement
- Participer aux développements informatiques des outils dédiés aux mesures
- Rédiger, suivre et mettre à jour les procédures
- Préparer le paramétrage annuel de l'applicatif dédié à la mesure
- Contribuer à l'information des gestionnaires et à la mise à jour des documents types

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : unité contrôle, agence comptable et service informatique.
- Demandeurs des aides (collectivités, écoles, etc.).

Compétences requises pour le poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Savoirs / Connaissances - Connaissance des procédures administratives et de la réglementation régissant les mesures gérées. - Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif. Dans le cadre du parcours d'intégration, un accompagnement par le biais de formation ou/et de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation et acquérir le savoir spécifique au poste.	**Savoir-faire / Maîtrise** - Maitrise des procédures - Maitrise des logiciels bureautiques usuels et connaissances des applicatifs métiers - Adaptation aux différentes mesures - Maitrise de la relation avec un tiers - Maitrise du partage d'informations : rendre compte et former les liquidateurs **.Savoir être :** - Rigueur - Réactivité - Adaptabilité - Bonne communication

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui ■	Non

Personnes à contacter

Sylvie LACARELLE, Direction des interventions

Tel : 01.73.30.31.59 - sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr

Franck LEHMANN, Direction des interventions

Tel : 01.73.30.21.47 - franck.lehmann@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29/06/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable de pôle « Appel d'offres et qualité des denrées » du dispositif « Aide alimentaire »

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 23600	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Montreul (93)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

Dans le cadre de ses missions, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la Direction des interventions de FranceAgriMer est chargée de la délivrance, du suivi et de l'apurement des certificats UE import/export, de CERTIVETO (support technique financement national), de CERTIPHYTO (support technique délivrance diplôme), des contingents de meunerie ainsi que l'achat et le transport, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

L'unité est composée de 4 pôles regroupant 23 agents, dont 8 affectés au pôle « Certificats et Meunerie » et 13 affectés au dispositif « Aide Alimentaire ».

Le pôle « Certificats et Meunerie » est composé de 2 cellules, à savoir : la cellule « Certificats Import/Export » et la cellule « CERTIPHYTO, CERTIVETO et contingents meunerie ». Le dispositif « Aide alimentaire » est composé de 3 pôles, à savoir « Marché achat de denrées », « Marché transport et logistique » et « Appel d'offres et qualité des denrées » travaillant en étroite collaboration. Le poste est rattaché au dispositif « Aide alimentaire ».

Objectifs du poste

- Piloter et suivre le système qualité mis en place pour le contrôle des denrées distribuées aux associations caritatives dans le cadre de l'aide alimentaire.
- Participer à la préparation des appels d'offres d'achat de denrées et à l'analyse des offres.
- Assister le coordinateur du dispositif de l'aide alimentaire dans l'exercice de ses fonctions.

Apporter, en tant que de besoin, un soutien en gestion sur les dispositifs mis en œuvre dans le pôle, l'unité ou le service.

Missions et activités principales :

- Appels d'offres : participer à la préparation des appels d'offres (rédaction des référentiels produits caractérisant les denrées) et à l'analyse des offres déposées (contrôle des fiches produits et des mémoires techniques).
- Système qualité : concevoir, maintenir ou adapter l'analyse de risques et le plan de contrôles associé, analyser les rapports d'analyses et traiter les non-conformités, gérer et suivre le marché « Analyses » avec laboratoire prestataire, mettre à jour / faire évoluer les tableaux de bord pour le suivi de l'activité de la cellule et suivre les alertes qualité émises par les associations caritatives.
- Rendre compte de l'activité du pôle.

Relations fonctionnelles du poste :

- Attributaires des marchés de l'aide alimentaire et associations caritatives.
- Les agents de l'unité, le service des contrôles, le service juridique, l'agence comptable et le Service des Affaires Financières de FranceAgriMer.
- La Direction de la Cohésion Sociale (DGCS) du Ministère de la Santé.

Compétences requises pour le poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des procédures administratives et de la réglementation régissant la qualité des denrées ;
- Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif.
- Connaissance des produits alimentaires et gestion des marchés publics.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maitrise des procédures
- Maitrise des logiciels bureautiques usuels et connaissances des applicatifs métiers
- Mettre en place les indicateurs de suivi
- Maitrise de la relation avec un tiers
- Savoir rendre compte

.Savoir être :

- Autonomie
- Adaptabilité.
- Bonne communication.
- Rigueur
- Réactivité
- Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Mission pouvant nécessiter des déplacements de contrôle dans les entrepôts du logisticien.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Christophe DASSIE – Direction des Interventions

Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Mélanie GUITARD – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.22.29 – melanie.guitard@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29/06/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable de pôle promotion

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels pêche et promotion / Unité Promotion

N° appel à candidature : 23599	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** Montreul (93)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Dans le secteur de la viticulture et pour d'autres filières, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune (PAC). Au sein de la direction « Interventions » de FranceAgriMer, le poste est rattaché au service « Service Programmes opérationnels pêche et promotion » et à l'unité « Promotion ».

L'unité, composée de 30 à 35 personnes organisées en 4 pôles, gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE.

Des crédits communautaires et nationaux sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, …) dans leurs actions de promotion.

Objectifs du poste

Le titulaire du poste encadre et supervise les travaux d'une équipe de 4 à 6 agents en charge de l'instruction et la liquidation de dossiers de demandes d'aide à la promotion « générique » pour différentes filières agricole (lait, viande, fruits et légumes,…) et dans une moindre mesure, des demandes d'aides spécifiques au secteur vitivinicole.

Missions et activités principales :

- Encadrer, animer, et le cas échéant former, une équipe de 4 à 6 agents
- Rédaction des contrats et/ou conventions
- Suivi de l'exécution des contrats (validation du matériel,…)
- Programmation et suvi des contrôles
- Supervision et liquidation des dossiers
- Participer à l'élaboration des procédures et des réponses aux différents corps de contrôle

Relations fonctionnelles du poste :

- Services internes de FranceAgriMer (agence comptable / service des contrôles / services informatique / délégués filières …
- Services du MASA
- Commission Européenne
- Les dépositaires de programme
- Corps d'audit interne ou externe

Compétences requises pour le poste :

Connaitre	Maîtriser
• l'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité, • des bases réglementaires des dispositifs d'aides gérés • l'organisation interne de l'établissement	• Aptitude à encadrer et au travail en équipe • Capacité d'analyse et de synthèse • Autonomie et réactivité • Rigueur dans l'exécution des tâches • Utilisation avancée des outils bureautiques, Excel en particulier

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac + 3 validé

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé[1] : Non

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à caractère sensible[2] : Non

Poste à privilèges[3] : Non

Personnes à contacter

Frédéric VINOT, unité promotion
☎ : 01 73 30 27 72 ✉ : frédéric.vinot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée de mission RH
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15/06/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

1 Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
2 Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
3 Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de mission – Unité Commission internationale et Politique agricole commune

Mission des affaires européennes et internationales

N° appel à candidature : 23598	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration** **4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **(application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 4 - Action européenne et internationale	
Vacant – Prise de fonction dès que possible	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, de la pêche et de l'aquaculture.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, de la pêche et de l'aquaculture,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

Le poste positionné au sein de la mission des affaires européennes et internationales (MAEI) qui est chargée pour l'essentiel de :

- Assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens (en particulier en lien avec la Politique agricole commune – PAC et les Comités de gestion de la Commission européenne)
- Animer la commission internationale qui regroupe l'ensemble des administrations et filières agricoles et agroalimentaires françaises en matière d'exportation. A ce titre, la MAEI établi en concertation la feuille de route annuelle de cette commission et assure le suivi de la mise en œuvre des actions.
- Sur la base d'un dialogue avec les filières professionnelles, raisonner, notamment sur la base de critères économiques, le ciblage des marchés ou des sujets à considérer pour développer les exportations et l'internationalisation des filières professionnelles françaises en pays tiers ;
- Faciliter l'accès des exportateurs aux marchés des pays tiers, notamment en appuyant la DGAL dans les négociations de levées des barrières sanitaires et phytosanitaires ; en facilitant l'information sur la qualité des produits français ; en fournissant les informations nécessaires aux exportateurs sur ces marchés et en participant au processus d'agrément des entreprises à l'exportation ;
- Accompagner les filières à l'international par des actions de soutiens à l'exportation (études, séminaires de présentation du système sanitaire français…)
- Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'outil Expadon 2, plateforme informatique visant à faciliter l'accès à l'information et aux procédures d'exportations pour les opérateurs
- Conduire des programmes et les actions de coopération soutenant les filières françaises à l'international et gérer le budget d'influence du Ministère ainsi que les budgets d'échanges internationaux d'étudiants et de programmes de recherche confiés par la DGER.
- A ces fins, animer différents comités de dialogue avec les filières : comités export sanitaires (SPS), commission internationale, comité coopération internationale.
- Le poste est rattaché à l'Unité « Commission internationale et politique agricole commune ».

L'Unité est pour l'essentiel chargée de conduire des projets et les actions à l'international de l'Etablissement, qui s'inscrivent de façon plus générale dans la stratégie d'influence du Ministère en charge de l'agriculture ainsi qu'en soutient des filières françaises, en matière de :

- Coopération :
  - veille en matière d'actions et de projets de coopération internationale,
  - développement d'actions de coopération en lien avec la stratégie Europe et internationale du ministère chargé de l'agriculture et des priorités de la commission internationale.
  - ingénierie des actions et des projets de coopération internationale identifiés (coopération bilatérale, missions d'assistance technique et d'échange d'information, jumelages communautaires, marchés d'assistance technique, etc.),
  - gestion des actions et projets de coopération internationale retenus.
- Assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens (en particulier en lien avec la Politique agricole commune – PAC et les comités de gestion de la Commission européenne).
- Assurer l'organisation de Commission thématique inter-filières (CTI) agricole et agro-alimentaire internationale et l'animation d'un certain nombre de Comités et de groupes de travail en lien avec les axes stratégiques définis au sein de la CTI. Cette commission est une instance de l'établissement qui regroupe l'ensemble des partenaires publics (Ministères, opérateurs) et privés (interprofessions, fédérations professionnelles) travaillant sur l'international.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

L'objectif général du poste est d'assurer :

- l'ingénierie d'actions ou de projets ayant pour objectif le développement des exportations agricoles et agroalimentaires françaises, et de gérer les actions et les projets retenus notamment vers les pays identifiés comme pilotes et prioritaires par la CTI agricole et agro-alimentaire internationale. Cela inclura également la mise en place d'analyses économiques. Ces actions sont mises en place dans le cadre d'un dialogue fourni avec les filières professionnelles agricoles et les administrations concernées.
- La préparation, le déroulement et le suivi des travaux de la CTI agricole et agroalimentaire internationale, avec formulation de propositions pour adapter son contenu à l'évolution du contexte national et international.

Un appui sur la conduite de projets en matière de coopération pourra être éventuellement sollicité.

Missions et activités principales :

Conduire des projets et des actions d'appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises :

- Développer la connaissance (informations qualitatives et quantitatives) des marchés extérieurs, cibles potentielles de produits et préparer des notes, analyses économiques et supports de présentation sur ces marchés, en vue de différents comités/groupes de travail,
- Assurer l'ingénierie des actions et des projets retenus en particulier sur les pays identifiés comme pilotes et prioritaires au sein de la CTI (opérations d'animation/export, évènements, outils de communication à destination des opérateurs étrangers,…),
- Assurer le pilotage et la gestion d'appels d'offres (études, opérations de promotion, évènements, etc.) ou d'appels à projet.
- Appuyer et informer les exportateurs et les experts français mobilisés.

Assurer la bonne préparation, déroulement et suivi des travaux de la CTI agricole et agroalimentaire internationale, avec formulation de propositions pour adapter son contenu à l'évolution du contexte national et international.

Organiser et suivre les différents groupes de travail, assurer le contact avec les professionnels des différentes filières concernées et les opérateurs.

Coordonner et participer à la rédaction et de la lettre de la CTI agricole et agro-alimentaire internationale et la diffuser.

Relations fonctionnelles du poste :

Relations étroites de travail avec les autres collègues de la mission des affaires européennes et internationales, et plus largement de FranceAgriMer et des ministères impliqués sur les thématiques internationales (ministère chargé du commerce extérieur ministère chargé de l'agriculture, ministère chargé de l'économie).

Relations avec les organisations professionnelles et les opérateurs du secteur agroalimentaire, opérateurs publics ; conseillers agricoles en Ambassade notamment dans les pays prioritaires.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Savoir être
• Formation en lien avec la conduite de projets et/ou les relations internationales et/ou l'agriculture et l'agroalimentaire • Intérêt pour les filières agricoles & agroalimentaires françaises ;	• Ouverture et souplesse d'esprit ; diplomatie • Aptitude au contact et au travail en équipe • Rigueur, fiabilité dans le suivi des activités et le reporting ; • Autonomie et sens pratique ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• Pratique de la langue anglaise ; Une expérience pratique de mise en œuvre d'opérations serait un plus	• Maîtrise des outils informatiques Excel, Power Point; • Maîtrise de l'expression écrite et orale, esprit de synthèse.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence pour les candidats contractuels. Master en affaires internationales, coopération internationale ou politiques publiques

Contraintes du poste :

Possibles déplacements en France et à l'étranger

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Sonia STIMMER, cheffe de l'Unité CIPAC – Tel : 01.73.30.21.40, sonia.stimmer@franceagrimer.fr
Marie BONNAMY, chargée de mission Unité CIPAC – Tel : 01.73.30.20.29, marie.bonnamy@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE–chargée de recrutement -service des ressources humaines : Tél. : 01.73.30.22.35
mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail jusqu'à 3 jours par semaine, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/06/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de projet DATA

(H/F)

L15311

Localisation : Limoges

Statut : Titulaire cat. A / CDI

Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac +3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Au sein d'une équipe Données, vous aurez en charge le pilotage et la mise en œuvre des projets DATA au sein d'une équipe pluridisciplinaire, du recueil du besoin client à la mise en place des solutions de restitution et au suivi des évolutions et des flux de production.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie….
Vous intégrerez le Service de la Donnée et du Financement des Aides (SDFA), en charge de la production de restitutions financières et de pilotage des dispositifs d'aide et du suivi financier des crédits publics confiés à l'agence ainsi que de l'assistance à maitrise d'ouvrage et de la maintenance des outils d'informatique décisionnelle .

MISSIONS

PILOTAGE DE PROJET

- Assurer la responsabilité de chef de projet DATA d'un domaine métier
- Recueillir et analyser le besoin des demandeurs et contribuer à définir la solution cible et le cahier des charges des livrables attendus
- Elaborer le plan projet (estimation des charges, planification des tâches) et assurer les relations avec la MOE
- Organiser la stratégie et le déroulement des tests et de la supervision des livrables
- Assurer le pilotage des travaux, la gestion des priorisations et des urgences en liaison avec l'encadrement

COORDINATION

- Organiser et gérer l'implication des parties prenantes
- Travailler en mode collaboratif et en transparence avec des équipes pluridisciplinaires
- Assurer l'interface entre le demandeur (interne ou externe) et l'équipe projet
- Suivre les engagements contractuels et veiller à la prise en compte des normes (RGPD, chartes graphiques, …)

- Organiser le suivi du contrôle interne (mise en place de procédures d'autocontrôle et de supervision des données statistiques et financières transmises aux donneurs d'ordre, et en interne)
- Fiabiliser les flux de production des restitutions (destinataires, modalités de transmission, fréquence)
- Participer à la conduite des projets transverses du secteur en matière d'informatique décisionnelle, fiabilisation des données, sécurisation des accès, et des améliorations des méthodes, outils et processus

CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec :
- la direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI),
- les services de la direction,
- les directions régionales,
- les ministères.

PROFIL RECHERCHÉ

- Vous justifiez d'au moins une expérience réussie de chef de projet / product owner / référent fonctionnel
- 2 ans d'expérience sur un domaine data et/ou de l'informatique décisionnelle

SAVOIRS

- Organisation, planification de travaux
- Travail en mode projet
- Expérience avérée en animation et conduite d'atelier
- Bonne connaissance des outils techniques nécessaires au traitement de la donnée (outils d'informatique décisionnelle, outils de data-visualisation et d'interrogation de données)
- Maîtrise de la suite bureautique Office
- Modélisation de processus
- Aptitude rédactionnelle démontrée (Production de documentations, rédaction de notes, de documents de cadrage, …)
- Aptitude à diagnostiquer et gérer les problèmes
- Capacité à alerter, rendre-compte, partager

SAVOIR-FAIRE

- Sens des responsabilités
- Capacité d'écoute
- Force de proposition
- Fortes aptitudes à la communication
- Curiosité et sens de l'innovation
- Très bonne capacité d'analyse et de synthèse
- Rigueur, autonomie, méthode et sens de l'organisation
- Leadership, capacité à fédérer
- Adaptabilité et réactivité

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Service parcours professionnels	Sylvie LELANDAIS	Mission administrative et financière
mobilite@asp-public.fr	Tél : 05 55 12 03 16 sylvie.lelandais@asp-public.fr	DIREEPS-MAF@asp-public.fr
Pôle acquisition des talents	Cheffe du service SDFA DIREEPS	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chargé de mission auprès de la directrice (H/F)

L15021

Ressources humaines, budget et missions transverses

Localisation : Limoges

Statut : Titulaire

Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau : Bac + 3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Vous aurez en charge le pilotage et le reporting en matière RH et budgétaire.
Vous serez directement rattachée auprès de la directrice et assurerez un appui aux missions transverses de la direction.
Vous serez l'interface privilégiée des directions support, et notamment de la Direction des Ressources Humaines (DRH) et de la Direction Financière Juridique et Logistique (DFJL) et contribuerait à la bonne coordination des travaux de la direction.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie….
Le poste proposé est placé sous l'autorité directe de la directrice. Vous travaillerez en lien avec l'ensemble des services et agents de la direction.

MISSIONS

Missions ressources humaines

- Conseiller la direction en termes de stratégie RH
- Centraliser, coordonner et superviser la gestion RH de la DIREEPS : campagne de mobilité, commission des effectifs, recrutement, avancement.
- Piloter , suivre et élaborer des tableaux de bord de la direction en matière de ressources humaines
- Appuyer la direction, les services et directions de programme de la direction dans les démarches relatives aux ressources humaines.
- Etre le référent de la direction sur les questions RH : télétravail, formation, Handicap …
- Traiter et alerter des cas sensibles

Missions budgétaires

- Piloter et superviser le budget de fonctionnement de la direction.
- Assurer l'interface avec la direction financière juridique et logistique (DFJL) en vue de l'élaboration des documents budgétaires de l'Agence.
- Centraliser et coordonner les travaux réalisés par les services de la direction dans le cadre des différentes demandes relatives au budget de l'établissement.
- Définir et mettre à jour le process budgétaire de la direction en phase avec celui de l'agence.

Missions transverses

- Préparer les conférences annuelles et contribuer au dialogue de gestion avec la direction générale.
- Apporter un appui à l'équipe de direction dans l'évolution organisationnelle et prospective de la direction, constituer des tableaux de bord.
- Superviser l'élaboration des process internes à la direction.
- Mettre en œuvre et superviser l'exécution des marchés et prestations transverses à la direction.
- Etre le référent du plan de continuité de l'activité (PCA) et du suivi du temps de la direction : actualisation, procédures …
- Contribuer à la communication de la direction en lien avec le correspondant communication.
- Etre l'assistant de prévention de la DIREEPS

Management et représentation

- Manager l'équipe de la mission administrative et financière. Coordonner et superviser les travaux. Assurer le lien avec le secrétariat de direction
- Représenter la direction dans les différentes instances.

CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec :

- La direction, l'équipe d'encadrement, secrétariat de direction et les agents de la DIREEPS ;
- Les directions du secrétariat général : la direction des ressources humaines (DRH), la direction financière, juridique et logistique (DFJL), la direction de l'organisation et de la performance (DOP) ;
- La Mission communication et étude (MCE) ;
- Le réseau des Responsables administratifs et financiers de l'établissement.

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

- Statut des fonctionnaires
- Connaissance sur la gestion des ressources humaines et la carrière des agents
- Répertoire interministériel des métiers de l'Etat (RIME)
- Contrôle de gestion
- Connaissance en matière de finances publiques, de GBCP
- Connaissance des outils bureautiques

SAVOIR-FAIRE

- Capacité à gérer des relations opérationnelles à haut niveau, savoir négocier
- Faire preuve de discrétion professionnelle
- Capacité à rendre compte
- Sens de l'initiative, anticipation, autonomie
- Capacité d'analyse
- Capacité de synthèse
- Qualités rédactionnelles avérées
- Capacité d'initiative et force de proposition
- Qualités d'écoute et relationnelles
- Sens de la diplomatie

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Sophie Chaize-Pingaud

sophie.chaize-pingaud@asp- public.fr

Directrice de la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS)

Service Parcours Professionnels

mobilite@asp-public.fr

Pôle Acquisition des talents

Mission administrative et financière

DIREEPS-MAF@asp-public.fr

DIREEPS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Chef(fe) du Service interventions recouvrement

Poste n° L06078

(H/F)

Localisation : Agence comptable – site de Limoges

Statut : Titulaire (Cat. A)

Cotation RIFSEEP : **1**
Cotation Parcours Pro : **2**

Niveau d'études : Bac +3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIF

Sous l'autorité de l'Agent comptable et du Fondé de pouvoir de l'agence comptable site de Limoges, le chef de service est responsable du recouvrement des ordres de recouvrer pris en charge suite à des versements indus sur les dépenses d'interventions.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif dédié à la mise en place et au paiement de politiques publiques au service d'une société plus durable et plus solidaire.

L'ASP est également organisme payeur des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC).

L'Agence comptable de l'ASP, direction composée de 112 agents répartis sur Limoges et Montreuil, assure :
- le paiement de dépenses d'intervention dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques,
- le recouvrement des versements indus sur dépenses d'intervention,
- le paiement et le recouvrement du budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement,
- l'élaboration des comptes financiers annuels qui sont soumis au Conseil d'Administration et à l'approbation des ministères de tutelle.

MISSIONS

Encadrer un service de 21 agents répartis sur 2 secteurs, un secteur amiable (10 personnes) et un secteur contentieux (9 personnes), chaque secteur étant encadré par une cheffe de secteur issue de la DGFIP.

Assurer la mise en œuvre et le suivi des objectifs assignés par l'Agent comptable,

Etre force de proposition au titre de la définition de la politique du recouvrement

Participer aux évolutions de l'outil de gestion du recouvrement GAROO

Favoriser l'efficience des processus relevant de son périmètre de compétences

Répondre aux différents audits internes et externes

Préparer la commission des recours

CHAMP RELATIONNEL

En interne : l'Agent comptable, l'encadrement de l'Agence comptable, l'ensemble des agents de la direction et les directions métiers et régionales de l'ordonnateur ASP.

En externe : les directions départementales des territoires (DDT), les chambres d'agriculture, les différents corps d'audit externe.

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

Maîtrise des règles de la comptabilité publique

Connaissances juridiques approfondies concernant les procédures de recouvrement des EPN

Aptitude à la conduite de projet

Maîtrise des outils bureautique

SAVOIR FAIRE

Capacité à manager

Organisation, rigueur et méthode

Aptitude au dialogue

Autonomie et esprit d'initiative

Capacité à rendre compte

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Philippe LE BRIS - Agent Comptable – philippe.lebris@asp-public.fr
Arnaud SALVI – Fondé de pouvoir – arnaud.salvi@asp-public.fr
Sylvie FILIPE DA SILVA - chargée de mission RH à l'agence comptable – sylvie.filipedasilva@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : RT-SG-SRH-P-2023-21-RM11

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Adjoint(e) au secrétaire général
Responsable du service des ressources humaines et du cadre de vie (F/H)
à Rochefort (17)

Poste de catégorie A+ ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Au sein du secrétariat général, le service des ressources humaines est encadré par un(e) responsable de service. Il se compose d'un(e) responsable de service (A+) et d'une adjointe (A+), notamment déléguée au cadre de vie, et de 4 agents permanents dont un(e) chargé de projet « modernisation des ressources humaines » (A) en cours de recrutement).

Description du poste

Sous l'autorité du secrétaire général, le responsable du service des ressources humaines et du cadre de vie est le garant de la mise en œuvre de l'ensemble des processus relatifs à la politique des ressources humaines de l'établissement au niveau national : recrutements, gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, dialogue social, campagne des entretiens professionnels, politique de régime indemnitaire, formation, pilotage et suivi des effectifs et de la masse salariale, communication interne.

Avec l'appui d'un chargé de projet en cours de recrutement, il pilote et encadre un projet de « modernisation des ressources humaines » : engagement d'un processus de dématérialisation de certains process, développement d'une politique de communication interne et développement de la marque employeur de l'établissement.
Par ailleurs, il pilote un projet de changement de SIRH au sein du service.

Il encadre et manage le service des ressources humaines composé de 5 agents (2A/A+, 1B, 2C).

Il travaille en relation étroite avec le comité de direction et les membres de l'encadrement de l'établissement (délégués de rivages, délégués adjoints, responsables de service).

Description des missions
Sous l'autorité du secrétaire général, le responsable du service des ressources humaines et du cadre de vie :

En matière de ressources humaines :
- Conseille la direction en matière de ressources humaines : participation à la définition de la stratégie pluriannuelle des ressources humaines de l'établissement ;
- Développe et améliore des conditions d'emplois des agents sur les volets statutaires, indemnitaires et de conditions de travail (politiques d'organisation du temps de travail et de télétravail notamment) ;
- Suit les sujets statutaires et indemnitaires grâce à une veille législative et règlementaire active ;
- Calibre, prépare et pilote le suivi des effectifs et de la masse salariale de l'établissement ;
- Met en œuvre le rapportage aux ministères de tutelle sur les dossiers RH ;
- Développe de nouveaux outils relatifs à la gestion prévisionnelle des emplois au sein de l'établissement ;
- Pilote la définition du plan de développement des compétences : suivi des besoins et des métiers de l'établissement en relation avec les services opérationnels ;
- Répond aux différents besoins des encadrants, des services et des agents en matière de ressources humaines ;
- En lien avec l'adjointe du service, participe à la préparation des instances de dialogue social (CSA, formation spécialisée, CCP locale et CCP ministérielle) ;
- Organise et participe aux jurys de recrutement en lien avec les directions, délégations et services recruteurs ;
- Pilote le dossier télétravail de l'établissement et ses incidences sur le fonctionnement de l'établissement ;

En matière d'actions sociales :
- Pilote le développement de l'action sociale à destination des agents au sein de l'établissement ; à ce titre, il est le référent du MTE sur le dossier de la mise en place protection sociale complémentaire à l'horizon 2025 ;

En matière de cadre de vie :
- Conseille la direction à la définition de la politique de la qualité de vie au travail dans l'établissement ;
- En matière de cadre de vie, coordonne et suit, en collaboration avec l'adjointe du service, le dossier de SPSI, ainsi que les projets d'aménagement et d'organisation spatiale des entités du Conservatoire qui en découlent (animation en mode projet, coordination des acteurs, montage des dossiers);
- Suit et contribue en transversalité à l'élaboration des travaux relevant de la responsabilité environnementale et sociétale de l'établissement (sobriété énergétique, transition numérique, RGPD, …).

En tant qu'adjoint au secrétaire général, le responsable de service assure en tant que de besoin la suppléance du secrétaire général et le représente à des instances internes (CODIR, réunion de coordination, conseil d'administration, …) comme externes (réunions avec la tutelle et le contrôleur budgétaire, instance d'harmonisation RH en administration centrale, groupes de travail nationaux…). Il peut être amené, en outre, à prendre en charge des projets particuliers et des sujets transversaux, en lien avec les autres services du secrétariat général mais également avec l'ensemble des autres entités du Conservatoire du littoral (directions techniques, délégations de rivage, délégation communication et mécénat, délégation Europe et Internationales) et la direction du Conservatoire du littoral.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles
Le responsable du service est placé sous l'autorité hiérarchique du secrétaire général.
En interne, il est en relation fonctionnelle avec tous les services et tous les agents de l'établissement. En externe, il est en relation avec le Ministère en charge de la transition énergétique et de l'écologie, le réseau RH des opérateurs du pôle ministériel de rattachement, le contrôle budgétaire, l'assistant social, les administrations d'origine…

Caractéristiques du poste
Poste de catégorie A+ ouvert :
- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Télétravail possible dans le cadre du règlement en vigueur (après 3 mois de prise de poste).

Profil et compétences requises
- Expérience significative souhaitée dans le domaine des ressources humaines

- Connaissances approfondies de la réglementation et des statuts de la fonction publique (en particulier fonction publique d'Etat) ;
- Expérience en encadrement d'équipe ;
- Aptitudes confirmées dans le pilotage, la gestion, le suivi et le contrôle des effectifs et de la masse salariale ;
- Excellent relationnel et assertivité recherchés ;
- Qualités d'expression écrite et orale ;
- Maîtrise des outils bureautiques ;
- Permis B.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction
Le poste est localisé à Rochefort (Charente Maritime). Des déplacements ponctuels à Paris ou en délégation sont à prévoir.
Il est à pourvoir dès que possible.

Renseignements et dépôt des candidatures
Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 20 juin 2023** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***
Julien PELGÉ, secrétaire général du Conservatoire du littoral
j.pelge@conservatoire-du-littoral.fr
06 86 17 33 77